

**Commission** : Commission parlementaire sur la question biélorusse et ukrainienne

**Question** : « Pour une politique étrangère et de sécurité commune aux confins orientaux de l'UE, quelles relations avec l'Ukraine et la Biélorussie ? »

**Auteur** : Finlande

La Finlande, pays membre de l'Union Européenne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, a une position de neutralité vis-à-vis de la Russie. Cette position de neutralité a été mise en œuvre après la Seconde Guerre Mondiale et a été maintenue tout au long de la guerre froide. La Finlande s'est posée comme acteur majeur de la coopération russo-européenne, poursuivie dans la Dimension Septentrionale<sup>1</sup> (1999) et visant à établir une coopération durable entre les pays membres de l'Union européenne et la Russie.

Cependant, au cours de la décennie passée, les relations russo-européennes se sont lentement détériorées, suite également à la désagrégation des relations bilatérales entre l'Union Européenne et la Biélorussie, alliée incontestable de la Russie. À la suite de l'élection présidentielle en décembre 2010 et qui a maintenu Loukachenko au pouvoir en toute illégalité, l'Union européenne (évidemment soutenue par la Finlande) ainsi que les Etats-Unis ont soumis la Biélorussie, depuis 2011, à des sanctions fortes.

Ces sanctions se sont accentuées avec le détournement du vol Ryanair 4978, l'élection présidentielle très contestée de 2020 et finalement la crise frontalière de 2021 engendrée par la Biélorussie, témoignant d'une ignoble instrumentalisation des migrants à des fins politiques et d'attaques hybrides du régime biélorusse. Actuellement, la Finlande, ainsi que tout autre pays membre de l'Union Européenne, condamne fermement la participation biélorusse dans le conflit opposant l'Ukraine à la Russie.

La Finlande condamne de façon inéquivoque l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que précédemment déjà l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Et au vu de la situation ukrainienne, la Finlande, en sa qualité d'Etat souverain, rappelle sa liberté de demander à intégrer l'OTAN si elle le souhaite. Il est judicieux de noter que 62 % des Finlandais se disent favorables à une adhésion à l'OTAN. Un rapport sur les ressorts (c'est-à-dire sur les avantages et inconvénients) d'une telle adhésion sont en cours de préparation. Même si elle n'est pas encore membre officiel de l'OTAN, nous souhaitons mettre en avant le fait que la Finlande est déjà en partenariat avec l'OTAN à travers le Partenariat pour la paix (PPP)<sup>2</sup> et ce, depuis le 9 mai 1994. Ainsi, la Finlande s'inscrit dans une période de coopération avec l'OTAN en ayant notamment signé en 2009, un mémorandum d'entente de coopération mutuelle dans des domaines clés comme celui de la technologie de défense.

La Finlande réitère son engagement à l'encontre de l'Ukraine face à la Russie, en condamnant fermement les agissements russes et son offensive belliqueuse à l'égard de son pays voisin l'Ukraine.

La participation de la Biélorussie est avérée ; elle a autorisé le lancement de missiles balistiques russes depuis son sol, le transport de militaires et d'armes militaires lourdes et a fourni des points de ravitaillement à l'armée russe, etc. De ce fait, la Biélorussie s'est exposée, en toute connaissance de cause, à de lourdes sanctions économiques, politiques et commerciales de la part de l'Union européenne : « Le prix à payer pour l'implication de la Biélorussie dans l'agression militaire non provoquée et injustifiée menée actuellement contre l'Ukraine sera élevé. Ainsi que l'a exprimé Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité : « Par ces mesures, nous cibons ceux qui, en Biélorussie, collaborent à ces attaques contre l'Ukraine et restreignons le commerce dans un certain nombre de secteurs clés. » —

---

<sup>1</sup> Un programme de l'Union européenne ayant pour objectif une coopération transfrontalière des pays d'Europe du Nord et de la Russie entre eux.

<sup>2</sup> Le Partenariat pour la paix (PPP) est un programme de coopération pratique bilatérale entre l'OTAN et des partenaires euro-atlantiques. Il permet à ces derniers de développer une relation individuelle avec l'OTAN, en fixant leurs propres priorités en matière de coopération.

Ainsi, l'Union Européenne s'est décidée à exclure les trois banques biélorusses majeures (Belagroprombank Bank, Dabrabyt et la Banque de développement de la République de Biélorussie) du réseau SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication). Elle a également mis en place des restrictions commerciales ainsi que des sanctions individuelles et économiques visant 22 dignitaires du régime biélorusse et, finalement, a limité le flux d'entrées financières dans l'Union européenne en provenance de Biélorussie.

De même, la Finlande ainsi que les autres Etats membres de l'Union européenne ont convenu de réorienter les fonds régionaux et d'asile de l'Union européenne vers les pays accueillant les réfugiés ukrainiens et qui s'organisent pour apporter une aide alimentaire immédiate et substantielle à l'Ukraine. A cela s'ajoute un soutien financier immédiat de 3,4 milliards d'euros en faveur de ceux-ci. De plus, nos députés européens ont exigé un embargo total sur les importations de gaz, de charbon, de pétrole et de combustible nucléaire en provenance de Russie. C'est le pétrole qui finance la guerre de Poutine.

Cependant, nous ne devons pas sous-estimer l'impact d'un embargo total des énergies en provenance de la Russie sur nos propres économies<sup>3</sup>. Pour la Finlande, le gaz russe représente plus de 75% de ses importations extra-européennes de gaz. Cependant, le gaz ne représente qu'environ 6% de sa consommation énergétique totale et le pétrole représente près de 24% de la consommation totale d'énergie. La production d'énergies renouvelables en Finlande a atteint 40% de la consommation totale d'énergie et est désormais supérieure à la part des combustibles fossiles. D'autres pays de l'Union européenne sont bien plus dépendants et subissent une forte inflation surtout sur les prix de l'énergie. Un embargo sur le pétrole et le gaz russes fragiliseraient leurs économies et impacteraient considérablement le pouvoir d'achat des ménages européens.

Nous devons toutefois faire preuve de réalisme, car bien que nos actions coercitives à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie soient nombreuses et ont un réel impact majeur sur l'économie de ces deux pays, nous ne devons pas oublier notre tâche première qui est de faire cesser cette guerre. La Russie a lancé en 2015 sa propre messagerie financière (SPFS) ainsi qu'une carte bancaire nationale, Mir, en prévision d'un scénario tel que celui qui est mis en place actuellement. Ces alternatives mises en place par la Russie lui permettant ainsi d'assurer la continuation du flux de transactions intra-nationales. Ceci nous amène à nous interroger sur la démarche politique à prendre : continuer avec les sanctions ou travailler sur d'autres initiatives, peut-être plus fructueuses ? Il est cependant indéniable qu'à l'heure actuelle, le régime russe ne reculera devant rien pour s'emparer de l'Ukraine, et ce, avec le soutien non dissimulé de la Biélorussie.

---

<sup>3</sup> La Russie est le 2<sup>ème</sup> exportateur mondial de pétrole et de gaz naturel. Elle fournit 40% du gaz naturel et 26% du pétrole brut consommé en Europe.